



Les Citoyens Libres du 39

Association à but non lucratif

<https://lescitoyenslibresdu39.fr>

lescitoyenslibresdu39@gmail.com

REUNION DU 26 FEVRIER 2019 A DOLE DANS L'ENCEINTE DU PARC DOLEXPO.

L'ambition de cette réunion était de faire, dans un premier temps, travailler les participants sur douze thèmes relatifs à notre vie dans la société française ainsi que sur les difficultés en tout genre que la population rencontre au quotidien.

Qui pouvaient être mieux placés que les « gens de la vraie vie » ?

Dans un second, temps il fallait élaborer une synthèse qui deviendrait pour nous, association « les citoyens libres du 39 » et gilets jaunes des ronds-points, notre première ligne directrice.

Le succès de cet événement est patent. 300 personnes de tous horizons se sont présentées, ont d'abord écrit leur mal être pour en débattre ensuite.

Nous avons été accompagnés dans cette démarche, par la presse écrite et télévisuelle locale que nous remercions par ailleurs pour leur objectivité.

A notre connaissance, aucune initiative de ce genre n'avait été réalisée en France à ce jour.

Dans un souci de clarté nous avons souhaité articuler cette énumération en deux parties

- **1** : La synthèse des doléances apparues comme les plus urgentes à régler.
- **2** : La déclinaison par thème, des autres revendications qui seront portées par la suite.

1

Doléances premières énumérées sans ordre hiérarchique.

FISCALITE

- TVA à 0% sur les produits de première nécessité.
- TVA à 15% et 30 % sur les produits de luxe
- Evasion fiscale
- CICE pour les très petites, petites et moyennes entreprises. Suppression pour les autres.
- Rétablissement de l'ISF
- Taxation des transactions boursières.

TRANSPORT

- Nationalisation des autoroutes
- Développement des transports urbains et ferroviaires.
- Instauration d'une taxe sur les gros pollueurs (avions, tankers ...)
- Gratuité des transports

VIE EN SOCIETE

- Indépendance de la justice.
- Arrêt de la dilapidation du patrimoine français.
- Respect de la laïcité.
- Remettre du lien social.

ECONOMIE

- Interdire les délocalisations.
- Réduction du train de vie de l'Etat.
- Instauration le protectionnisme économique.
- Séparation des banques de dépôts et d'investissements.
- Revalorisations des pensions en fonction du SMIC et des salaires.

SANTE

- Stopper la fermeture des services et des hôpitaux.
- Interdiction du lobbying pharmaceutique et instaurer davantage de contrôles.
- Nationalisation globale de la médecine.
- Arrêts des déserts médicaux (obligation à un médecin généraliste de pratiquer 5 ans dans un territoire en demande)

VIE POLITIQUE

- Referendum d'Initiative Citoyenne. (RIC)
- Revoir la constitution française de 1958.
- Prise en compte du vote blanc.
- Casier judiciaire vierge pour les élus.
- Frexit. (Sortie de la France de L'Union Européenne)

TRAVAIL

- Egalités des salaires hommes/femmes.
- Mise en place d'une échelle des salaires de 01 à 10.
- Retraite à 37 années de cotisation.
- Hausse du SMIC et des salaires inférieurs à 3000€.
- Suppression de l'annualisation des heures de travail.
- Abolition de la CSG sur les retraites.

SOCIAL

- Minimum vieillesse indexé sur le seuil de pauvreté.
- Pension de réversion non conditionnée au revenu du foyer.
- Augmenter les aides faites aux SDF – étudiants – travailleurs pauvres.
- Révision à la hausse des APL.
- Aide Médicale d'Etat (AME) pour tout le monde.

CLIMAT ECOLOGIE

- Interdiction du glyphosate et audit sur les produits phytosanitaires.
- Ferroutage (= moins de pollution).
- Non rachat des brevets portant sur l'écologie par des multinationales.
- Développement des énergies renouvelables.
- Nationalisation des barrages.

MEDIAS

- Obligation de neutralité.
- Indépendance financière.
- Comité de contrôle indépendant.
- Révision du taux d'imposition des journalistes percevant des hauts salaires.

EDUCATION

- Stopper la fermeture de postes et de classes.
- 20 élèves maximum par classe.
- Remettre l'instruction civique et morale dans les écoles.
- Aide à tous les enfants en difficulté scolaire.
- Non à l'entreprise dans les écoles.

HANDICAP

- Revoir à la hausse la pension handicap et invalidité.
- Non indexation des pensions sur les revenus des conjoints.
- Etendre les moyens des aidants.
- Obligation de mise aux normes pour les accès handicapés.
- Donner les moyens à l'éducation nationale de recevoir les handicapés.

2

Reliquat des doléances à négocier par la suite.

FISCALITE

- Taxation des transactions financières.
- Rétablissement de l'ISF.
- Suppression du CICE.
- Révision du RSI.
- Suppression de la FLAT TAX.
- Baisse de l'URSSAF.
- Suppression de la TVA sur les produits de première nécessité.
- Augmentation de la TVA sur les produits de luxe.
- Rendre la dette illégale.
- Recréation de la banque de France.
- 1 euro symbolique d'impôt.
- Suppression de la CSG et RDS.
- Annuler la dernière hausse (23%) de la CSG pour les retraités.
- Revoir les paliers de la fiscalité sur le revenu.
- Contrôler l'évasion fiscale.
- Baisse des taxes sur les carburants.
- Imposer les GAFAM.
- Suppression de la taxe d'habitation.
- Suppression des privilèges des anciens présidents de la république.
- Contrôle du versement injustifié de certaines retraites.
- Diviser par deux les indemnités versées aux élus hors petites agglomérations.
- Suppression des avantages pour les hauts fonctionnaires.
- Rétablir les 5 euros retirés sur les APL.
- Etablir une réelle chasse aux paradis fiscaux, et sanctionner sévèrement les fraudeurs.
- Réduction des charges sur très petites, petites et moyennes entreprises.
- Non cotation en bourse des EHPAD.
- Audit sur les niches fiscales

TRANSPORT

- Développer les transports urbains et les navettes ferroviaires en périurbain.
- Annulation de la décision d'Edouard PHILIPPE sur les 80km/h.
- Mise en place du Ferroutage (moins d'encombrement routier et de pollution)
- Gratuité des transports locaux et régionaux.
- Favoriser les transport fluviaux.
- Renationalisation des Autoroutes.
- Suppression des radars automatiques et embarqués.
- Retour aux anciennes modalités et prix du contrôle technique VL.
- Baisse des tarifs des Cartes Grises VL.
- Instaurer une taxe pour les camions étrangers qui sillonnent la France.
- Renationalisation de la SNCF.

VIE EN SOCIETE

- Respect des monuments français.
- Imposer aux personnes venant vivre sur notre sol de respecter strictement nos lois et traditions.
- Rendre obligatoire l'apprentissage de la langue française aux arrivants.
- Davantage de référendum.
- Réapprendre le civisme.
- Fin des plateformes téléphoniques dans les administrations. Réelle formation des intervenants.
- Instaurer des réunions publiques semestrielles organisées par les communes.
- Suppression des partenariats public /privé dans tous les domaines.
- Accélération de la mise en place du très haut débit internet dans toute la France.
- Nationalisation des établissements de santé.
- Révision à la baisse des droits de succession.
- Suppression des plus-values au-delà de 10 ans.
- Contrôle drastiques des produits importés (normes, dangerosité, qualité.....)
- Limiter l'immigration.
- Indépendance réelle de la justice. - Interdiction des LBD et grenades de désencerclement.
- Droit de grève universel (gendarmerie, police, militaires).
- Réouverture des maisons closes.
- Promouvoir le partage et la solidarité.
- Meilleures amplitudes horaires en milieu scolaire et dans les entreprises.

ECONOMIE

- Ne pas toucher à la pension de réversion.
- Egalité salariale homme/femme.
- Retour de l'ISF.
- Favoriser l'économie locale en taxant certains produits étrangers concurrents.
- Abandon du CICE pour les grandes entreprises. (CAC40 etc....)
- Taxation des GAFAM
- Taxation significative des grandes entreprises.
- Emprunts d'Etat à la banque de France (taux 0%) et non auprès de banques privées.
- Réguler les spéculations financières.
- Pas de rachat par des entités privées de brevets d'utilité publique ou écologique.
- Casser les contrats avec la banque centrale européenne et ne pas payer les intérêts.
- Changer le système monétaire.
- Régulation des dépenses ministérielles.
- Séparation des banques de dépôts et d'investissement.
- Suppression des agios pour les situations précaires.
- Favoriser les prêts à taux de 0% pour les revenus fragiles.
- Arrêt des subventions aux grands agriculteurs.
- Privilégier les circuits courts.
- Réindexations des salaires, retraites, pensions.
- Interdire les délocalisations.
- Révision à la hausse des grilles indiciaires du public et du privé
- Taxer les entreprises qui ont remplacé les salariés par des robots.
- Imposer la transparence à BERCY.
- Suppression de la taxe sur les produits secs

SOCIAL

- Prise en charge de la dépendance.
- Promouvoir la famille d'accueil.
- Aide et accompagnement de la personne dépendante en famille d'accueil.
- Maintien de la pension de réversion au taux actuel.
- Suppression de la CSG pour les retraités et les handicapés.
- Retraite à taux plein après 37,5 années de cotisation.
- Contrôle et suivi des aides attribuées dans le social.
- Suppression de la tarification à l'activité. TAA
- Remise en place réelle des services publics (Préfecture, mairie, hôpitaux, Poste, école...)
- Revoir le taux d'indemnité du chômage sans toucher à la durée.
- Favoriser la mise en place des commerces de proximité.
- Favoriser les circuits courts.
- Réindexations à la hausse des pensions et allocations.
- 200 € supplémentaires pour les retraites les plus basses.
- Plan « zéro sans abri »
- Priorité aux français.
- Attribuer les aides sociales au cas par cas.

MEDIAS

- Supprimer les aides publiques aux médias privés.
- Suppression de la redevance audiovisuelle.
- Création d'un organe de surveillance non partisan garantissant une réelle indépendance des médias.
- Recherche de programmes télévisés utiles à l'ouverture d'esprit du grand public.
- Création d'une chaîne d'information sur le fonctionnement de la politique.
- Imposer l'impartialité aux journalistes visiblement très politisés.....
- Création de programmes faisant la promotion des sports amateurs.

SANTE

- Non à la fermeture de services dans le secteur hospitalier (maternité, chirurgie...). Augmentation des effectifs.
- Revalorisation des petits et moyens salaires en milieu hospitalier.
- Maintien des services d'urgences.
- Pallier les déserts médicaux par l'obligation faite aux jeunes médecins généralistes de pratiquer 5 ans dans des localités à faible densité médicale.
- Gratuité médicale à toute personne fiscalement domiciliée en France.
- Interdiction le dépassement des honoraires.
- Légifération sur le cannabis thérapeutique ou non.
- Pression sur les laboratoires pharmaceutiques pour une baisse drastique du prix des médicaments.
- Audit sur les vaccins.
- Suppression des mutuelles et prise en charge à 100% par la sécurité sociale.
- Légalisation de l'euthanasie sous contrôle médical appropriés.
- Interdiction de commercialiser à l'international des produits mettant en péril la population (coca, nutella...) et médicaments.
- L'Hopital doit rester un service public et non devenir un service rentable.
- Davantage de contrôles par la CPAM.
- L'EHPAD doit être géré par l'Etat. Le personnel doit être adapté aux besoins. Le coût du séjour doit être impérativement revu à la baisse. Cet organisme ne doit plus être une « pompe à fric » sans âme.
- Supprimer la tarification à l'acte.
- Suppression des médicaments génériques.
- Recréer des dispensaires.
- Associer la médecine naturelle à l'allopathique.
- Suppression du prélèvement forfaitaire par la sécu.
- La médecine ambulatoire ne doit pas devenir la règle.
- Remboursement total des frais dentaires, optiques et auditifs.
- Créer plus de moyens en personnel et matériel pour l'accompagnant de fin de vie.
- Revoir l'aide financière pour loger les personnes âgées qui doivent être replacées dans les EHPAD.
- Mettre en place des structures pour accompagner les « aidants » (personnes au chevet des malades).

CLIMAT ECOLOGIE

- Taxer les gros pollueurs (Camions- avions- tankers...)
- Interdire le glyphosate et audit sur l'ensemble des produits phytosanitaires.
- Réduire la culture intensive.
- Inciter les gens à utiliser des produits naturels.
- Stop à l'obsolescence programmée.
- Audit sur la fabrication de véhicules électriques et panneaux solaires.
- Aide à la transition écologique (chaudière fioul)
- Favoriser les énergies renouvelables.
- Adopter le principe du « Pollueur = Payeur)
- Tri sélectif efficace.
- Prise en compte de la pollution visuelle.
- Ferroutage.
- Baisse de la TVA sur les produits écologiques.
- Arrêter le prélèvement des énergies fossiles.
- Non rachat des brevets « écologiques » par des sociétés privées ayant un intérêt à leur disparition.
- Prise en compte immédiat de l'importance de la forêt et des écosystèmes.

VIE POLITIQUE

- RIC CARL (Referendum d'Initiative Citoyenne Constituant Abrogatoire Révocatoire Législatif.)
- Prise en compte du vote blanc.
- Instauration du RIC en toutes matières.
- Inéligibilité des personnes ayant un casier judiciaire. Interdiction totale des lobbyistes au sein des Assemblées et tout autre organisme gouvernemental.
- FREXIT
- Instaurer la proportionnelle lors des élections.
- Sortie de l'OTAN (et de l'UE)
- Baisse des salaires des grands élus et hauts fonctionnaires. Fin du système des primes.
- Inscription automatique sur les listes électorales dès 18 ans.
- Referendum sur le FREXIT.
- Suppression de l'article 49-3 de la Constitution française.
- Sortie du traité de Lisbonne.
- Assemblée constituante par tirage au sort de 100 personnes sur les listes électorales.

- Simplification du mille feuilles administratives : 1 élu local – 1 élu régional – 1 assemblée constituante.
- Etablir un réel contrôle du pouvoir.
- Indépendance de la justice.
- Réduction du nombre de parlementaires, et réduction de leurs frais de fonctionnement.
- Mise en place d'un médiateur politique (élu par le peuple) qui contrôlerait l'intérêt des lois votées.
- Obtenir plus d'élus émanant du milieu ouvrier.
- Empêcher les ENARQUES et hauts fonctionnaires d'assoir leur hégémonie sur le pouvoir.
- Obtenir une réelle séparation des pouvoirs (justice etc....)
- Suppression des postes de Préfet sans affectation en préfecture.
- Transparence réelle sur le financement des partis politiques.
- Suppression totale des avantages faits aux politiques à l'occasion de leur retraite. (Présidents, ministres etc....)
- Arrêt du cumul des mandats.

EDUCATION

- Arrêter les fermetures de classes pour des raisons uniquement économiques.
- Imposer les classes de maximum 20 élèves.
- Remettre des programmes neutres d'instruction civique.
- Favoriser l'apprentissage.
- Aide efficace pour les enfants en difficulté.
- Revoir l'âge sur le projet d'éducation sexuelle.
- Halte à la réforme des lycées qui supprime des matières importantes.
- Non à la privatisation de l'enseignement supérieur.
- Développer la recherche.
- Apprentissage possible, sous contrôle strict, à partir de 14 ans.
- Retour à « l'uniformisation vestimentaire » dans les écoles.
- Interdiction du téléphone jusqu'au lycée.
- Meilleure formation des enseignants et suivi continu.

TRAVAIL

- Augmentation du SMIC et des salaires bas et moyens.
- Egalité des salaires hommes/femmes.
- Indexer les salaires sur l'inflation.
- Prise en compte des primes dans le calcul de la retraite.
- Interdiction des caisses automatiques en supermarché.
- Interdiction du temps partiel surtout le dimanche.
- Reconnaissance réelle de la pénibilité au travail (travail en poste, week-end...).
- Interdire aux entreprises françaises de recruter des employés à bas salaire à l'étranger ou employer des français aux conditions de salaire de l'étranger (toujours à la baisse).
- Obligation d'embaucher au bout de deux CDD, et s'il n'y a pas embauche interdiction de reprendre quelqu'un sur le CDD.
- Revoir la loi Travail.
- Améliorer la sécurité au travail.
- Médecine du travail indépendante.
- Suppression des CDD.
- Non au cumul des emplois très bien payés.
- Ne pas toucher aux 35 heures.
- Dans les grandes entreprises, mettre en place des formations en vue d'évoluer professionnellement.
- Mêmes droits à la formation pour les employés et les cadres.
- Réunion patrons/employés tous les trois mois.
- Mettre le patronat à contribution pour l'augmentation des salaires.
- Baisse des cotisations pour les PME.
- Freiner la polyvalence.
- Mise en place d'une échelle des salaires de 1 à 10.
- SMIC à 2000 € net.
- Heures supplémentaires à 25%, 50%, et 75%.
- Faciliter le retour à l'emploi pour les personnes de plus de 40 ans.

HANDICAP

- Application réelle de la loi facilitant l'accès aux handicapés (transports en commun, lieux publics, ascenseurs etc....)
- Reconnaissance et aide, accompagnement des personnes handicapées pour l'accès à l'emploi.
- Non-imposition des allocations pour handicapés et invalides.
- Allocations adultes et enfants handicapés non conditionnées aux revenus familiaux.
- Création de structures réellement adaptées aux handicapés mentaux.
- Aide financière aux parents et aidants en charge d'un enfant ou adulte handicapé.
- Ne pas prendre en compte le salaire du conjoint pour le calcul de la pension d'handicapé.
- Supprimer la CSG sur les pensions.
- Abolir la franchise sur les médicaments.
- Reconnaissance des maladies rares.
- Revoir la formation des médecins pour soigner l'être humain dans sa globalité.
- Adapter le scolarité à chaque pathologie, fournir le personnel qualifié nécessaire.
- Cohésion entre le ministère de la santé et de l'éducation nationale pour une meilleure gestion de la scolarité des handicapés.
- Revalorisation de la pension handicapé.
- Aménagement obligatoire des postes de travail en entreprise.
- Faire respecter la loi aux entreprises sur l'emploi de travailleurs handicapés.